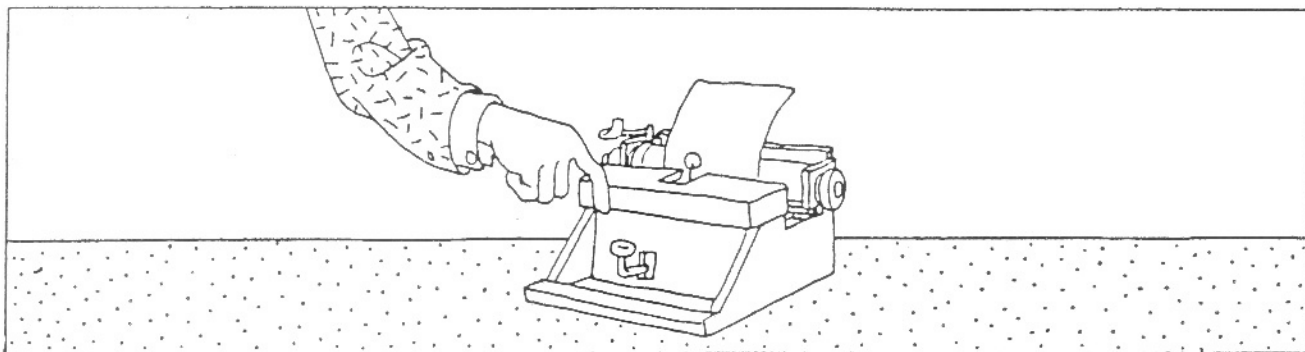


**PUBLICATIONS ET TRAVAUX****LIVRES****Histoire**

\* Alain LATTARD: **Gewerkschaften und Arbeitgeber in Rheinland-Pfalz unter französischer Besatzung 1945-1949**. v. Hase & Köhler Verlag, Mainz 1988, 335p.

La recherche historique sur la politique française envers et en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale se trouve en plein essor. Restant longtemps pour des raisons documentaires et historiographiques à la remorque des travaux concernant les zones britannique et surtout américaine d'occupation, l'écart quantitatif et qualitatif commence, enfin, à se réduire: les conditions de travail se sont améliorées avec l'accessibilité aux archives françaises et l'ouverture d'une salle de lecture à Colmar en 1986. L'indifférence des historiens à la Zone Française d'Occupation (ZFO) s'est peu à peu dissipée en vue de nouvelles perspectives scientifiques. L'image simplificatrice et presque purement négative de la politique d'occupation, établie, faute d'autres sources, sur la base de documents anglo-saxons et de mémoires personnelles des contemporains, s'est considérablement modifiée grâce aux ouvrages récents mettant en lumière des composantes constructives dans de nombreux domaines de l'activité française en Allemagne.

Alain Lattard, Maître de Conférence à l'Université de Paris XIII, vient d'y ajouter un nouvel aspect, la politique syndicale de la France en Rhénanie-Palatinat entre 1945 et 1949. Ce tome n°11 des publications de la Commission parlementaire pour l'histoire de la Rhénanie-Palatinat est en fait la version allemande, remaniée et complétée de la thèse de doctorat de 3e cycle, soutenue par l'auteur en 1984 à Paris X (Nanterre). Cette étude très fouillée s'appuie

sur de multiples fonds imprimés et non-imprimés, juxtaposant aussi bien des archives françaises aux dépôts allemands que des documents diplomatiques aux sources des syndicats ouvriers et patronaux et des entreprises.

L'ouvrage constitue à la fois une importante contribution à l'histoire sociale et institutionnelle de l'époque, car il intègre le développement des organisations syndicales allemandes d'après-guerre, retracé avec minutie, dans un cadre plus complexe que forment la politique allemande du gouvernement français et la politique d'occupation du gouvernement militaire en ZFO ainsi que leurs contradictions et enchevêtrements sur le fond d'instructions conflictuelles, de contraintes sur le terrain et de déficits institutionnels à Paris et à Baden-Baden. En ce sens, plusieurs éléments originaux se dégagent avant tout de l'étude.

D'abord, il n'était pas question pour le gouvernement militaire de saboter la reconstitution des mouvements syndicaux étant donné leur utilité pour maîtriser le chaos économique, pour maintenir la paix sociale et, en dernier ressort, pour tirer du profit économique de l'occupation. Par conséquent, les syndicats ouvriers disposaient d'une marge de manoeuvre de la part des autorités à Baden-Baden qui allait au-delà des directives parisiennes plus restrictives et décentralisatrices. L'auteur met intelligiblement en évidence ce conflit reposant effectivement sur des incompatibilités inhérentes entre deux objectifs majeurs de la politique française, la mise en valeur du potentiel économique allemand en faveur de la reconstruction en France et la décentralisation politique à tous les niveaux pour des raisons de sécurité à long terme.

Bien que déterminée largement par des considérations d'utilité politique et surtout économique sans vraiment tenir compte des intérêts

aus: Cirac Forum n°5 (1988) S. 9-10

matériels syndicaux, Alain Lattard souligne que, néanmoins, la collaboration se soldait à certains égards par des avantages immédiats pour le syndicalisme ouvrier: protégé par un monopole de fait, celui-ci pouvait se rétablir d'une manière unitaire dès la fin 1945, créer des bureaux centraux à l'échelon des cantons et recruter un nombre plus élevé d'adhérents qu'avant la guerre.

La spécificité de la politique syndicale française par rapport aux Anglo-Saxons ne résidait donc ni dans un retardement exagéré de l'autorisation des organisations, ni d'ailleurs dans une profonde méfiance vis-à-vis des mouvements de masse allemands en général. Comme le livre le fait apparaître, elle consistait plutôt en une conception de démocratisation, partie intégrante et essentielle des instructions venant de Paris, qui imposait aux syndicalistes un modèle d'organisation locale non point comme une étape de rééducation, mais comme un principe permanent susceptible de handicaper une reconstitution ultérieure du syndicalisme ouvrier allemand selon ses propres traditions. Si les syndicats n'ont finalement pas su épuiser toutes leurs possibilités pendant la période d'occupation, c'est non seulement par peur d'obstacles et de répression d'origine française, mais également en raison des tensions au sein des organisations elles-mêmes: la majorité social-démocrate qui se trouvait à leur tête voulait éviter à tout prix qu'un déclenchement de mouvements de grève ne profite davantage à la minorité de militants communistes.

En ce qui concerne le syndicalisme patronal, la position du gouvernement militaire semble moins évidente. Apparemment, l'indépendance des différents échelons de l'administration d'occupation en Rhénanie-Palatinat envers Baden-Baden et les superpositions mutuelles entre politique allemande et politique d'occupation permettaient des développements nettement distincts au nord et au sud de la région: freinant l'établissement de syndicats patronaux en Rhénanie-Hesse-Nassau jusqu'en 1948, en dépit de demandes contraires de Coblenz, le gouvernement militaire tolérait au moins la reconnaissance officieuse de ceux-ci par l'administration française du Palatinat à partir de 1946.

Malgré ces incohérences à l'égard des patrons, Alain Lattard dresse un bilan de la période 1945-49 qui s'avère en fin de compte plutôt positif pour le syndicalisme patronal, plutôt négatif pour le syndicalisme ouvrier: tandis que les Français penchaient dans la dernière phase

de l'occupation vers des décisions en faveur des intérêts patronaux, les syndicats ouvriers payaient le prix d'un rôle trop longtemps effacé et modérateur minant à longue échéance leur crédibilité aux yeux des militants.

Somme toute, cet ouvrage complet, riche en connaissances nouvelles et soucieux d'appréciations pondérées, témoigne de la complexité et des ambivalences de la politique française envers et en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale déjà inscrites dans les directives générales parisiennes de juillet 1945 pour le gouvernement militaire en ZFO publiées ici pour la première fois en annexe. L'auteur met subtilement en relief toute la gamme de facteurs qu'il prend en considération pour arriver à des résultats équitables sur la politique syndicale française en Rhénanie-Palatinat, des résultats qui font, en dernière analyse, nuancer sensiblement l'image négative marquant bon nombre de manuels d'histoire contemporaine jusqu'à nos jours. Même si bien des champs scientifiques concernant la politique allemande de la France entre 1945 et 1949 restent encore en friche, celle-ci semble enfin accéder à travers des ouvrages comme celui d'Alain Lattard, à la place qu'elle mérite dans l'historiographie des relations franco-allemandes de l'après-guerre.

(Dietmar Hüser, Univ. de la Sarre)